

*Questions orales*

**M. Baker:** Le gouvernement peut maintenant retarder encore un peu la parution de ce rapport pour nous pondre une traduction mais il ne peut pas modifier les faits.

Le ministre vérifiera-t-il si dans ce rapport on ne déclare pas qu'il faut cesser de pêcher la morue du Nord et qu'en outre, les projections des chercheurs utilisées pour fixer les quotas ont été exagérément optimistes et, dans la plupart des cas, erronées? Le ministre s'opposera-t-il à ceux qui veulent exploiter davantage les stocks de morue du Nord pour donner plutôt raison aux pêcheurs côtiers qui ont toujours su qu'il fallait protéger ces stocks?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports):** Monsieur le Président, on ne peut pas s'ennuyer de Marlon Brando avec un tel député.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Je ne peux pas croire que le député ait fait de tels commentaires au sujet de la traduction. C'est vraiment incroyable.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Il est incroyable qu'un député à la Chambre des communes, et surtout un député libéral, déclare «*Thank God it is not in French.*»

Sachez que nous ne présenterons jamais un rapport qui n'est pas dans les deux langues officielles à quelque province que ce soit, au Parlement ou à un député.

**Des voix:** Bravo!

**M. Ouellet:** Il parle de français de France.

**M. Crosbie:** Pour notre part, nous disons «merci mon Dieu», ce rapport sera dans les deux langues officielles, en anglais et en français.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

[Français]

**LE LIBRE-ÉCHANGE**

## LA POSSIBILITÉ POUR LES QUÉBÉCOIS DE SE PRONONCER

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Ce dernier croit-il que le fait d'entendre huit témoins au Comité parlementaire des affaires étrangères et du commerce extérieur donnera vraiment une occasion aux six millions et demi de Québécois et Québécoises de Rouyn-Noranda, de Rimouski et du Saguenay de faire connaître leurs opinions sur le plus important accord commercial de l'histoire du monde? N'est-ce pas une moquerie de la démocratie?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, les Québécois et Québécoises se prononcent et se prononceront davantage sur la question du libre-échange en vertu de l'instrument des commissions parlementaires du gouvernement du Québec ou du gouvernement fédéral. Comme le

député le sait, les Québécois, de M. Bourassa à M. Parizeau, se sont prononcés en faveur du libre-échange comme étant un instrument absolument indispensable pour le sort du Québec à l'avenir. Et si mon ami veut témoigner, en Ontario ou au Québec, il sera sûrement le bienvenu pour le faire devant la commission parlementaire du Québec ou celle du gouvernement fédéral.

● (1440)

[Traduction]

## LE TEMPS CONSACRÉ À L'EXAMEN DE L'ACCORD

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Même le premier ministre en conviendra, monsieur le Président, faire discuter les premiers ministres et les députés de ce qui est censé être l'accord commercial le plus formidable de l'histoire du monde est bien différent...

**Des voix:** Bravo!

**M. McCurdy:** L'histoire le dira s'il est si formidable que ça. Mais s'il est si formidable, pourquoi avoir peur d'en faire discuter les gens ordinaires? Le premier ministre veut-il voir passer à l'histoire le fait qu'on a donné moins de temps aux Canadiens et à leurs représentants pour discuter de cet accord que la famille moyenne n'en prend à décider d'acheter ou non une voiture ou même une paire de souliers Gucci?

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Je ferai remarquer, monsieur le Président, que le temps alloué aux audiences du comité ainsi qu'aux consultations qui ont eu lieu, y compris les nombreuses conférences des premiers ministres, est bien supérieur à celui que le gouvernement précédent a consacré à la discussion d'accords commerciaux comme le Pacte de l'automobile.

\* \* \*

**LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON**

## LA DIVISION DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Expansion industrielle régionale, je vais poser ma question au premier ministre. Le gouvernement du Canada a récemment mis fin au financement de la Richmond County Development Corporation de Nouvelle-Écosse. Maintenant, dans la région industrielle du Cap-Breton, une décision doit être prise sur l'avenir de la division de développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton.

Le premier ministre peut-il mettre un terme à l'incertitude et à l'angoisse, peut-il donner à la population du Cap-Breton l'assurance claire et sans équivoque que le mandat de la division de développement industriel de DEVCO sera étendu et non réduit? Peut-il lui assurer que des fonds suffisants seront affectés afin de mettre en oeuvre les programmes dont cette région du Canada a besoin pour disposer d'une base économique pouvant lui permettre de croître et de prospérer?